



RESOLUTION DU CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX

RELATIF A LA CONDAMNATION ET A L'INCARCERATION DES AVOCATS AHMED SOUAB ET AYACHI HAMMAMI

Adoptée par l'Assemblée générale du 12 décembre 2025

* *

Le Conseil national des barreaux, réuni en Assemblée générale le 12 décembre 2025,

CONNAISSANCE PRISE de la condamnation à cinq ans de privation de liberté et de l'incarcération de nos confrères tunisiens Ayachi HAMMAMI et Ahmed SOUAB, le premier, coordinateur de la défense de 57 magistrats récusés et le second pour avoir dénoncé les pressions politiques exercées sur les magistrats qui compromettent l'indépendance de la Justice tunisienne ;

CONNAISSANCE PRISE de l'atteinte directe portée à l'indépendance de la profession par les procédures et les condamnations prononcées à leur encontre qui remettent en cause la capacité des avocats à représenter sereinement les justiciables ;

CONNAISSANCE PRISE des atteintes répétées portées à la profession d'avocat en Tunisie au regard du nombre croissant d'affaires où des avocats sont mis en examen et condamnés pour avoir défendu leur client ou les libertés fondamentales et l'Etat de droit ;

CONNAISSANCE PRISE du communiqué de presse des experts des Nations Unies évoquant leurs inquiétudes quant à la situation des avocats en Tunisie ;

ALERTE sur la violation des droits de la défense et du droit à un procès équitable que causent des assimilations entre les avocats et leur client ;

ALERTE sur les atteintes systémiques portées par les autorités tunisiennes à la profession d'avocat et à l'encontre des institutions judiciaires ;

RAPPELLE que l'indépendance, la liberté d'expression et la liberté d'exercice des avocats, acteurs incontournables de la Justice, permettent de garantir l'accès à la justice et le droit à un procès équitable ;

RAPPELLE son indéfectible attachement aux garanties inhérentes à la profession d'avocat et son rôle dans la préservation des libertés individuelles et de l'Etat de droit ;



REAFFIRME son entière solidarité avec nos consœurs et confrères et l'ensemble des magistrats et acteurs du service de la Justice en Tunisie ;

DEMANDE aux autorités tunisiennes et françaises et à la communauté internationale de mettre en œuvre tous les moyens disponibles pour faire cesser ces atteintes répétées ;

DEMANDE la libération de nos confrères tunisiens Ayachi HAMMAMI et Ahmed SOUAB.

* *

Fait à Paris le 12 décembre 2025